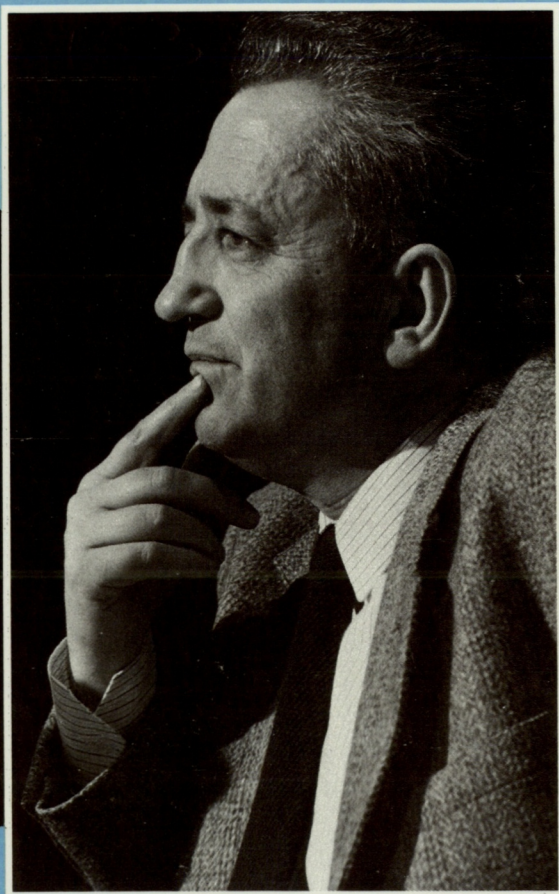


La C.F.D.T. en questions

Collection Témoins/Gallimard

François Ceyrac
Maurice Chauvin
Roger Fauroux
Michel Foucault
Serge July
Simon Nora
Peter Seideneck
Alain Touraine
Pierre Vallin



La réponse d'Edmond Maire

Extrait de la publication

Présentation

La réaction au coup d'État polonais de décembre 1981 a été l'occasion d'une rencontre entre intellectuels de différentes tendances et un syndicat qui, depuis longtemps déjà, incarnait, à gauche, l'ouverture aux formes nouvelles du mouvement social. La C.F.D.T. est alors apparue, au-delà de son rôle d'organisation ouvrière, comme un pôle d'identité politique, le foyer animateur de ce qu'Hervé Hamon et Patrick Rotman ont appelé « la deuxième gauche ».

Il nous avait paru intéressant, à ce moment-là, de confronter, pour un libre et large échange de vues, le secrétaire général de la C.F.D.T., Edmond Maire, et l'un des intellectuels qui s'étaient le plus profondément engagés dans le mouvement de protestation contre le coup d'État et la répression de Solidarité, Michel Foucault.

La publication de cet entretien, en mai 1983, dans *Le Débat*, n° 25, a été le point de départ d'un projet plus vaste, élargissant d'une part la gamme des interlocuteurs représentatifs, et accueillant d'autre part le point de vue d'un certain nombre de personnalités concernées au premier chef par les problèmes de syndicat, à commencer par les patrons. Il a abouti au livre que voici.

La première partie se compose donc de trois entretiens : après le philosophe, le haut fonctionnaire, Simon Nora, ancien collaborateur de Pierre Mendès France, chargé du célèbre rapport sur l'informatisation de la société, familial, par ses fonctions et sa réflexion, des questions soulevées par l'adaptation de la société française à la modernité. Après le haut fonctionnaire, le journa-

liste, Serge July, directeur de *Libération*, joignant en sa personne l'héritage de 68 et l'observation sensible de l'époque.

La deuxième partie réunit les analyses des trois représentants des principales composantes du patronat : François Ceyrac, ancien président du C.N.P.F. ; Roger Fauroux, président d'une grande entreprise nationalisée, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et Maurice Chauvin, président de la Confédération du commerce de Bretagne.

La troisième partie juxtapose trois points de vue : celui d'un observateur extérieur, Peter Seideneck, journaliste et syndicaliste allemand, collaborateur de H. O. Vetter, ancien président du D.G.B. ; de Pierre Vallin, spécialiste de longue date des rapports de la société catholique et du monde du travail ; et pour finir d'Alain Touraine, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, observateur et théoricien bien connu des mouvements ouvriers et sociaux. Un point de vue politique, émanant d'un responsable du parti socialiste, aurait été hautement souhaitable pour compléter le panorama. Chacune des cinq personnalités auxquelles nous nous sommes adressés parmi les dirigeants du P.S. a préféré s'abstenir, sans doute par respect de l'indépendance syndicale.

Entretiens, témoignages et analyses recroisent régulièrement les mêmes questions. Nous n'avons pas cherché à effacer ces recoupements, qui illustrent les points d'interrogations les plus sensibles. Et pas davantage n'avons-nous essayé de raboter les différences de tons et les disparités d'approches pour obtenir une homogénéité artificielle.

Tel quel, cet ensemble de textes met à la disposition des lecteurs les éléments d'une réflexion aujourd'hui indispensable sur une donnée originale de la vie politique française, un effort probablement unique pour lier l'action revendicative au jour le jour à un projet neuf d'appréhension de la réalité sociale, bref une tentative salutaire pour insuffler à la vie et au débat publics une part plus grande de vérité. Nous remercions tous ceux qui ont accepté de collaborer à sa réalisation.

Toutes ces contributions ont été élaborées ou rédigées avant que les élections d'octobre dernier à la Sécurité sociale n'aient fait apparaître un recul de la C.F.D.T. et suscité dans le public des interrogations sur la démarche de l'organisation. Le lecteur constatera qu'à sa façon le message qu'Edmond Maire s'était efforcé de faire passer, à travers ces interlocuteurs, est déjà une

réponse aux questions soulevées par cet actuel recul. Un dernier mot d'explication directe n'en était pas moins indispensable Edmond Maire y actualise et reformule sa réponse.

Pierre Nora,
directeur de la collection « Témoins ».

I

Entretiens

EDMOND MAIRE
MICHEL FOUCAULT

Michel Foucault. — De peur de n'avoir plus de raison de vous la poser à la fin, permettez-moi de vous poser dès le début cette question : pourquoi avez-vous accepté de procéder avec moi à cet échange de vues ?

Edmond Maire. — Depuis très longtemps la C.F.D.T. a essayé d'enrichir sa réflexion en la confrontant à celles, menées tout à fait indépendamment d'elle, par un certain nombre d'intellectuels.

La conclusion souvent tirée ces dernières années était que le milieu intellectuel qui regardait du côté de la C.F.D.T. était intéressant, certes, mais limité. Il s'agissait souvent, dans la dernière période, des déçus du communisme. Coincés dans cet état de déception, ils restaient du même coup investis dans leur propre recherche, conscients d'une certaine utilité sociale, mais sans rentrer en contact ou en discussion avec nous, sans rapport direct avec ce que nous tentions de faire.

Nous trouvions cela regrettable : je l'ai dit dans telle ou telle interview. Nous attendions ces contacts, nous n'allions pas les chercher.

La rencontre décisive, celle qui a cristallisé notre attente, notre espoir s'est produite le 13 décembre 1981. Alors s'est manifesté un intérêt convergent, de la C.F.D.T. mais aussi d'un certain nombre d'intellectuels, pour ce qui se passait en Pologne et concernait à l'évidence une grande partie de l'humanité.

Nous nous sommes retrouvés tout naturellement au moment du coup de force de décembre 1981, également conscients de l'importance internationale de ce qui se passait en Pologne, et en désaccord, il faut le dire, avec les premières réactions des États, y

compris de notre État : à ceci près que la C.F.D.T. se refusait à fonder cette convergence sur la seule critique du gouvernement.

Le nœud de l'affaire, pour nous, était bien la réflexion de fond sur ce qui se passait en Pologne, sur l'aide que nous pouvions apporter aux Polonais, les pressions à exercer sur les gouvernements, mais en veillant à ce que la cible ne devienne pas l'attitude du pouvoir politique français dans cette affaire, parce que ç'aurait été là une déviation par rapport au problème de fond.

Cette discussion confirma que bon nombre d'intellectuels réagissaient à ces événements d'une façon si proche de celle de la C.F.D.T. qu'ils ne pouvaient manquer d'avoir d'autres choses à nous dire, au-delà de l'événement polonais. Des domaines de recherches et de réflexions communes s'ouvraient, permettant d'envisager une convergence stratégique pour l'avenir.

D'autre part, nous entrions dans une période où les problèmes posés au syndicalisme sont extrêmement difficiles à résoudre. Nous ne cessons de rechercher et d'étudier les raisons profondes de la crise du syndicalisme, ou de sa perte d'influence relative. Nous avons besoin d'autres éclairages, d'autres apports que les nôtres. Nous avons beaucoup de mal à trouver en nous-mêmes l'ensemble des éléments de réponse. Le divorce « discours-actes » qui vicie à nos yeux tant de régimes politiques, tant de courants politiques ou syndicaux est pour nous inacceptable. Nous lions les moyens et les fins ; nous voulons lier les actes et les discours. En vue de résoudre les problèmes du syndicalisme, nous sentons le besoin de cette entrée en contact, de cette mise en route d'une réflexion plus large et plus diverse.

Vous avez été, Michel Foucault — bien qu'avant cette époque le monde syndical vous ignorât, et bien que je ne vous aie pas lu — non seulement un des intellectuels que nous avons vus à cette époque, qui a pris l'initiative de notre rencontre, mais aussi celui avec qui nous nous sommes entretenus le plus souvent, y compris quand il s'est agi concrètement de faire partie de l'instance de contrôle de l'utilisation de l'aide à Solidarnosc.

D'où notre souhait d'aller plus loin...

M. F. — Entre cette formation et ce savoir universitaire d'une part, et ce domaine « externe » auquel on se référait, il y avait plusieurs médiations possibles. La médiation théorique — et ce fut, pour une part importante et pour un grand nombre, le marxisme. Il y eut aussi la médiation politique et organisationnelle, P.C.F. ou mouvements trotskistes, par exemple. De ces deux

formes de médiation, séparées ou associées, on sait ce qu'il advint. La guerre d'Algérie arriva, montrant bien qu'on ne devait pas attendre d'intermédiaire, ni dans une doctrine, ni dans un parti ; il fallait cheminer par soi-même, et éventuellement construire soi-même le pont. Entre une pensée, une réflexion, un trait de connaissance, et la réalité politique à laquelle ils devaient s'affronter, le marxisme n'avait pas à être un principe, ni les partis une nécessité ; il n'y avait même plus — là était la différence avec les existentialistes — à s'interroger pour savoir s'ils pouvaient ou devaient l'être encore. L'évidence a de ces désinvolture.

De nombreux courts-circuits se sont produits alors, permettant beaucoup de mises en question : celle des institutions, des structures, des règles et des habitudes, par l'analyse et la réflexion ; celle des formes et des contenus de savoir par des pratiques. Beaucoup de manières de penser, beaucoup de manières de faire, de se conduire et d'être ont changé ; et ceci pendant que le champ politique se solidifiait : la gauche politique était paralysée, la droite occupait le pouvoir et la scène.

Ce qui s'est passé — et ne s'est pas passé — entre ce mouvement intellectuel et social d'une part, et de l'autre la gauche politique se réorganisant, serait à regarder de près. Il y a beaucoup d'interpénétration de faits, d'idées qui ont circulé, de gens qui se sont déplacés. Mais ce qui est frappant, c'est qu'il n'y a jamais eu ni de grand débat ouvert, ni de vrai travail commun. À l'interface du P.S. et des mouvements intellectuels et sociaux qui s'étaient développés « à gauche », il ne s'est quasiment rien passé. Si bien que lorsqu'un des premiers gros problèmes a surgi, il n'y avait ni place, ni possibilité pour parler avec « eux ».

Le problème était donc la Pologne : ce qui se passait là-bas donnait l'exemple d'un mouvement qui était de part en part un mouvement syndical, mais dont tous les aspects, toutes les actions, tous les effets avaient les dimensions politiques ; ce qui se passait là-bas posait (posait à nouveau, mais pour la première fois depuis bien longtemps) le problème de l'Europe ; et c'était en même temps, ici, un test pour savoir ce que pouvait être le poids de la présence communiste au gouvernement.

La rencontre avec la C.F.D.T. s'est faite à ce point, tout naturellement ; vous le savez bien. Nous ne nous sommes pas « cherchés » ; l'« alliance » avec une poignée d'intellectuels était sans valeur stratégique pour vous ; et le poids d'un syndicat d'un

million d'adhérents n'était forcément pas rassurant pour nous. Nous nous sommes retrouvés en ce même point, surpris seulement que ce ne soit pas arrivé plus tôt : depuis le temps que certains intellectuels se coltinaient avec ce genre de problèmes, depuis le temps que la C.F.D.T. était un des lieux où la réflexion politique, économique et sociale était la plus active.

Lutte de classe.

M. F. — Comment définissez-vous l'action syndicale, telle que vous la menez ?

E. M. — Nous avons depuis 1970 défini notre action syndicale comme une action de classe et de masse, reprenant un vocabulaire qui n'était pas initialement celui de la C.F.T.C., le syndicat aux références confessionnelles d'où nous sommes issus. Le choix de ce vocabulaire n'avait pas été suffisamment réfléchi pour éviter toute ambiguïté avec la conception communiste de la lutte de classe. Ultérieurement, nous avons affiné nos définitions. Deux approches permettent de définir les classes sociales :

- l'une partant d'une analyse actuelle des clivages sociaux ;
- l'autre partant d'une analyse des possibilités de rassemblement dans l'action autour du projet commun de construction d'une société autogérée.

La première approche vise à définir des critères qui permettent de situer les principaux clivages sociaux. Les critères peuvent être purement économiques (pour le P.C. par exemple, les classes se définissent d'abord par leur place dans le processus de production entendu dans un sens très strict). Mais cette approche, pour rendre compte de la réalité et être utile à l'orientation de la lutte, doit également fixer d'autres critères.

La seconde approche part d'une réalité historique : la lutte de classe est une lutte pour le pouvoir. Les clivages se marquent alors en fonction des différents projets de société exprimés ou implicites, ils ne font pas que refléter une situation actuelle.

Toute approche qui ne fait pas le lien entre ces deux points reste purement théorique et abstraite.

Une classe ne peut exister de façon idéale dans la théorie. Elle doit correspondre à une réalité vécue, connue, même si ce sentiment n'est pas toujours très clair. Elle doit correspondre à une aspiration commune, même si elle prend des formes variées.

Une classe sociale se définit autant à partir de la conscience de classe et du projet de classe qu'à partir d'éléments sociologiques.

En ce sens, la démarche de la C.F.D.T., refusant tout blocage sur des schémas abstraits tout faits, permet d'avoir une attitude plus offensive.

M. F. — Compte tenu de ces définitions, qu'entendez-vous par *action de classe* ?

E. M. — L'action de classe pour nous, c'est l'action de tous ceux qui, d'une part, sont dominés, exploités, ou aliénés ; et d'autre part sont reliés entre eux par un projet de changement. Exploitation, domination et aliénation d'une part ; de l'autre, projet dynamique de changement.

De ce point de vue, nous estimons être un syndicat de classe, une classe qui est constamment en mouvement, et dont les contours ne sont pas toujours nets dès lors que le fait d'être en mouvement pour un même projet les modifie en permanence.

M. F. — Quel est le rapport entre le syndicat et la classe ?

Est-ce un rapport de représentation (il la représente) ?

D'instrumentalité (elle l'utilise comme une arme) ? De dynamisation (il lui donne conscience de soi et forme d'activité) ?

E. M. — Le syndicat est l'instrument qui permet à cette classe de définir son projet et d'agir sur la base de son projet. C'est le moyen de réflexion, de proposition et d'action, tout à la fois, de cette classe.

M. F. — Par rapport aux autres éléments de la société, cette classe se trouve-t-elle automatiquement dans un rapport de lutte ?

E. M. — Elle se trouve dans un rapport de conflits, ou de lutte si l'on veut reprendre cette expression.

M. F. — Vous faites toujours vôtre le concept de lutte de classe ?

E. M. — Ce n'est pas un point de vue philosophique : c'est un constat que nous faisons quotidiennement, dans les entreprises, dans la vie courante !

Au sein de la C.F.D.T., Paul Vignaux a toujours dit d'une part que la lutte de classe était une réalité incontournable ; d'autre part, que nous n'avions pas pour principe systématique de la pousser à bout, quelles qu'en soient les conséquences. Pour nous, la démocratie est une exigence supérieure, qui impose ses limites à la lutte de classe et refuse notamment que cette lutte débouche sur la dictature (dite provisoire) du prolétariat. Ce qui s'impose à

nous en priorité, ce qui nous situe clairement par rapport au marxisme-léninisme, ne serait-ce que dans son action pratique, c'est le refus total de toute dictature, provisoire ou non, de toutes les procédures autoritaires, même en vue du changement social.

M. F. — Par rapport au vieux dogme de la lutte de classe, ce n'est pas le conflit lui-même qui constitue pour vous le moteur même du changement. C'est le changement qui est premier, c'est lui qui implique un certain nombre de conflits.

E. M. — Il faut sortir d'une conception de l'affrontement social unique, mythique et réductrice...

M. F. — ... D'une conception frontale de la lutte classe contre classe.

E. M. — C'est une conception qu'on pourrait presque appeler « virile », au sens propre du terme. Ainsi cette affiche de Mai 68 où l'on voit une foule formée par des têtes et à la fin le poing levé au-dessus de l'usine. Ce poing levé symbolise bien la bataille, la façon guerrière de mener le combat contre un adversaire.

M. F. — Cet adversaire, est-ce une face ?

E. M. — Une ou plusieurs... Question intéressante ! Pour ma part, je préfère employer « lutte de classe » au singulier. Parce que c'est la lutte de *la classe*, d'une force en mouvement pour son émancipation, mais qui rencontre en face d'elle les forces patronales, mais aussi bureaucratiques, mais aussi technocratiques, mais aussi étatiques, mais aussi culturelles.

La domination s'exerce d'une façon polymorphe.

M. F. — C'est aussi l'impression qui se dégageait à la fois des lectures que j'avais faites. Mais vous venez de me le dire encore plus clairement. Au fond, pour vous il n'y a qu'une conception, en quelque sorte positive, de la classe « unique », rassemblement qui lutte contre un certain état de choses, exploitation, domination, aliénation. Mais en face, il n'y a pas une autre classe comme dans la perspective marxiste, où en face d'une classe donnée comme dominante, l'autre doit se constituer dans la peine et dans la lutte.

E. M. — Je suis hésitant sur le vocabulaire. Il y a des forces qui représentent les classes (ou ensembles) dominants, les cultures dominantes, les institutions...

Faut-il résumer la nature de ces forces en leur donnant une signification unique, de classe ? Cela n'est pas évident.

M. F. — C'est tout de même important de savoir contre quoi on se bat, contre qui ?

E. M. — Oui... On se bat contre toutes les forces de domination.

M. F. — Ma question n'est pas du tout un piège, vous le comprenez. Ce qui me frappe, quand on compare vos analyses à celles que produit le marxisme traditionnel, c'est qu'on voit bien que vous vous battez, contre telle forme de domination, ou d'exploitation. Vous ne semblez pas du tout préoccupé de savoir en quoi consiste la classe adverse, ou si même elle existe, et ce qu'est cette force.

E. M. — Je crois que ce serait une erreur d'unifier l'adversaire. Ce serait artificiel. Car l'adversaire n'est pas unique. La monarchie, bien qu'héréditaire, assoit son autorité sur Dieu. Le capitalisme est fondé sur la primauté de l'argent et de la propriété privée. Le stalinisme consacre la toute-puissance du parti. La technocratie instaure la science comme source du pouvoir.

M. F. — La bourgeoisie...

E. M. — ... l'institution, la techno-structure... L'adversaire, c'est tout cela... Ces forces de domination multiples, faut-il les appeler « classes adverses » ? Je serais tenté de vous dire oui. Mais à condition de garder à l'esprit qu'à tout moment, elles sont multiples. Dire qu'il n'y a qu'un adversaire conduit à des désillusions : lorsque celui-ci a été éliminé, on a tôt fait de constater que derrière lui se manifestaient d'autres formes de domination, non moins contraignantes.

M. F. — Autrement dit, l'unité, c'est au syndicat de l'opérer en constituant, autour de lui, par son propre travail, la classe en voie d'émancipation.

E. M. — C'est cela.

M. F. — Je suis frappé de la dimension pédagogique de tout ce que vous dites...

E. M. — Nous avons, à la C.F.D.T., une très grande ambition pour le syndicalisme : nous sommes conscients de sa responsabilité touchant à la vie sociale présente et à venir, mais aussi de la capacité de chacun et de chacune à prendre en main son avenir pour résoudre ses problèmes, à intervenir sur son environnement immédiat.

L'action syndicale est toujours la mise en mouvement de quelqu'un. C'est d'abord l'éveil de l'intérêt, la discussion avec d'autres, la définition ensemble d'un certain nombre d'objectifs. C'est un élément de dynamisme qui est en même temps un développement de capacité personnelle en vue de s'associer avec

La C.F.D.T. en questions

Edmond Maire et la C.F.D.T. dérangent. Voilà un syndicat qui, au-delà de son rôle d'organisation ouvrière, a paru le foyer animateur d'une "deuxième gauche." Voilà un leader qui, au-delà de son rôle de secrétaire général d'une fédération, a paru incarner un pôle d'identité politique. Sur ce phénomène original de la vie politique française, entretiens, témoignages et analyses recroisent ici leurs questions.

Trois entretiens avec Edmond Maire : celui d'un intellectuel parmi ceux qui s'étaient le plus profondément engagés dans le mouvement de protestation contre le coup d'État en Pologne, Michel Foucault; d'un haut fonctionnaire, Simon Nora, ancien collaborateur de Mendès France et auteur du célèbre rapport sur l'informatisation de la société française; d'un journaliste, Serge July, directeur de *Libération*, attentif aux formes nouvelles des mouvements sociaux.

Trois témoignages patronaux : après François Ceyrac, ancien président du C.N.P.F., Roger Fauroux, président d'une grande entreprise nationalisée, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et Maurice Chauvin, président de la confédération du commerce de Bretagne.

Trois analyses enfin : celle d'un journaliste et syndicaliste allemand, Peter Seidenneck; de Pierre Vallin, spécialiste des rapports de la société catholique et du monde du travail; d'Alain Touraine, observateur et théoricien bien connu des mouvements ouvriers et sociaux.

Cet ensemble, unique en son genre et complété par une mise au point d'Edmond Maire, met à la disposition de tous les éléments d'une réflexion aujourd'hui indispensable sur cette tentative, sans doute également unique, pour lier l'action revendicative au jour le jour à un projet neuf d'appréhension de la réalité sociale, cet effort salutaire pour insuffler à la vie et au débat publics une part plus grande de vérité.

Photo Marc Chaumeil - GWD

COLLECTION TÉMOINS

Entre le journalisme et l'essai, le reportage et l'étude, l'enquête et l'analyse, *Témoins* réunit des ouvrages hors série où les grands problèmes d'aujourd'hui apparaissent sous un angle inattendu.

Tantôt ce sont des documents bruts : mémoires, interviews, enregistrements au magnétophone, comme *Mon septennat* de Vincent Auriol ou *La Vida* d'Oscar Lewis; tantôt des récits ou correspondances qui livrent, encore chaude, l'expérience toute crue de l'auteur : *Les Frères de Soledad* de George Jackson ou *L'Aveu* d'Artur London

Des livres d'actualité que l'on pourra relire demain. Issus de tous les horizons politiques ou sociaux, littéraires ou scientifiques, ils voudraient traduire la sensibilité de notre époque et composer le dossier du monde contemporain.

Extrait du catalogue :

Karlo Štajner
7 000 jours en Sibérie.

Claude Cadart
Cheng Yingxiang
Mémoires de Peng Shuzhi
L'Envol du communisme
en Chine.

Anne Pollier
Femmes de Groix
ou la laisse de mer.

Elisabeth Burgos
Moi, Rigoberta Menchú
Une vie et une voix,
la révolution au Guatemala.

Emmanuel Le Roy Ladurie
Parmi les historiens.

Jan Nowak
Courrier de Varsovie.

72 FF tc



9 782070 701360



84-III

A 70136

ISBN 2-07-070136-0

Extrait de la publication